



## **Rapport financier au 30 juin 2017**

**Conseil d'administration du 26 juillet 2017**

### **SoLocal Group**

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 58 153 058 euros  
Siège social : 204, rond-point du Pont de Sèvres - 92100 Boulogne Billancourt  
R.C.S. Nanterre 552 028 425

## SOMMAIRE

1. Rapport d'activité au 30 juin 2017 .....	2
1.1. Présentation générale .....	2
1.2. Commentaires sur les résultats au 30 juin 2017 .....	3
1.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de l'EBITDA récurrent .....	4
1.2.2. Analyse du résultat d'exploitation.....	5
1.2.3. Analyse du résultat de la période .....	6
1.2.3.1. Résultat financier.....	6
1.2.3.2. Résultat récurrent de la période.....	6
1.2.3.3. Résultat de la période .....	7
1.2.3.4. Flux de trésorerie consolidés .....	7
1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées .....	8
1.4. Risques et incertitudes .....	10
1.5. Données financières trimestrielles et semestrielles .....	11
2. Comptes consolidés condensés .....	15
2.1 - Compte de résultat consolidé.....	15
2.2 - Etat du résultat global consolidé .....	16
2.3 - Etat consolidé de la situation financière .....	17
2.4 - Etat de variation des capitaux propres consolidé.....	18
2.5 - Etat des flux de trésorerie consolidé.....	19
2.6 - Notes aux comptes consolidés condensés.....	20
Note 1 - Base de préparation des états financiers consolidés .....	20
Note 2 - Information sectorielle.....	22
Note 3 - Chiffre d'affaires et produits constatés d'avance .....	24
Note 4 - Impôt sur les sociétés .....	25
Note 5 - Tests de dépréciation .....	26
Note 6- Trésorerie, endettement et instruments financiers .....	26
Note 7 - Capitaux propres et résultat par action .....	31
Note 8 - Information sur les parties liées .....	32
Note 9 - Litiges et autres engagements contractuels .....	33
Note 10 - Evénements postérieurs à l'arrêté du 30 juin 2017 .....	36
3. Déclaration de la personne responsable .....	37
4. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2017.....	38

# 1. Rapport d'activité au 30 juin 2017

---

## 1.1. Présentation générale

---

En tant que leader européen de la communication digitale locale, SoLocal Group remplit une mission d'intérêt général et à fort potentiel qui consiste à « révéler les savoir-faire locaux, partout et stimuler l'activité locale des entreprises ».

SoLocal Group a généré un chiffre d'affaires de 385,8 millions d'euros au premier semestre 2017, ses activités Internet et Imprimés & Vocal représentant respectivement 84 % et 16 %. L'activité Internet est portée par les deux principales activités digitales que sont Search Local et Marketing Digital.

### **Internet**

Au cours du premier semestre 2017, SoLocal Group a enregistré un chiffre d'affaires Internet de 323,4 millions d'euros, représentant 84 % du chiffre d'affaires du Groupe, en progression par rapport au premier semestre 2016 de 0,5%.

Les activités Internet de SoLocal Group s'articulent désormais autour de deux lignes produits :

o En premier lieu, nous offrons des services et des solutions digitales aux entreprises pour accroître leur visibilité et développer leurs contacts au niveau local : cette activité de Search Local enregistre au premier semestre 2017 un chiffre d'affaires de 234,9 millions d'euros grâce à une audience pérenne et très qualitative générée à travers nos propres marques (PagesJaunes, Mappy, Ooreka) et nos partenariats privilégiés (Google, Bing (Microsoft), Yahoo!, Apple et Facebook).

o En second lieu, nous créons et mettons à disposition des internautes le meilleur contenu local et personnalisé sur les professionnels : cette activité de Marketing Digital représente au premier semestre 2017 un chiffre d'affaires de 88,5 millions d'euros. Ces technologies, très différenciantes, ont été créées au cours des cinq dernières années et connaissent une croissance rapide (+12,9 % au premier semestre 2017 par rapport au premier semestre 2016). Elles comprennent les sites & contenus, le programmation local et les services transactionnels. Nous avons fortement innové sur ces gammes de produits avec une montée en gamme de notre offre de sites Internet et de product & store locator, le lancement réussi de l'offre de ciblage ADhesive, qui tire parti de nos données sur les intentions d'achat local des internautes, le lancement de l'offre Booster Contact (campagnes de mots clés) et plus récemment le lancement de l'offre Tract Digital, en partenariat avec Facebook. En outre, nos services transactionnels ont été rebaptisés PagesJaunes Resto et PagesJaunes Doc, mettant à profit et renforçant la puissance du trafic généré sur PagesJaunes.

### **Imprimés & Vocal**

Les activités Imprimés & Vocal ont généré 62,4 millions d'euros, en décroissance de -24,8% au premier semestre 2017 par rapport au premier semestre 2016. Ce segment comprend les activités du Groupe relatives à la publication, à la distribution et à la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, PagesBlanches), ainsi que d'autres activités du Groupe appelées « Vocal », y compris des services de renseignements téléphoniques et d'annuaire inversé.

## Détail du chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 2017 et au 30 juin 2016

En millions d'euros	Période close le 30 juin 2017	Période close le 30 juin 2016	Variation 2017/2016
Internet	323,4	321,7	0,5%
Imprimés & Vocal	62,4	83,0	-24,8%
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>385,8</b>	<b>404,7</b>	<b>-4,7%</b>
<i>Chiffre d'affaires Internet en % du chiffre d'affaires total</i>	<i>83,8%</i>	<i>79,5%</i>	

## 1.2. Commentaires sur les résultats au 30 juin 2017

### Synthèse des résultats du Groupe au 30 juin 2017 et au 30 juin 2016

En millions d'euros	Période close le 30 juin 2017			Période close le 30 juin 2016 (*)		
	Consolidé	Récurrent	Non récur.	Consolidé	Récurrent	Non récur.
<b>Chiffre d'affaires</b>	385,8	<b>385,8</b>	-	404,7	<b>404,7</b>	-
<b>EBITDA</b>	88,2	<b>91,1</b>	<b>(2,8)</b>	109,5	<b>111,6</b>	<b>(2,0)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	58,4	<b>61,2</b>	<b>(2,8)</b>	82,7	<b>84,7</b>	<b>(2,0)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	313,4	<b>50,4</b>	<b>263,0</b>	45,8	<b>47,9</b>	<b>(2,0)</b>
<b>Résultat de la période</b>	305,8	<b>29,5</b>	<b>276,3</b>	25,2	<b>26,5</b>	<b>(1,3)</b>

(\*) Retraité de l'application rétroactive des dispositions de la norme IAS 20 concernant le CIR (cf. note 1.1)

## Compte de résultat consolidé détaillé au 30 juin 2017 et au 30 juin 2016

En millions d'euros	Période close le 30 juin 2017			Période close le 30 juin 2016 (*)			variation récurrent 2017/2016
	Total	Récurrent	Non récurrent	Total	Récurrent	Non récurrent	
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>385,8</b>	<b>385,8</b>	-	<b>404,7</b>	<b>404,7</b>	-	<b>-4,7%</b>
Charges externes nettes	(101,4)	(101,4)	-	(105,5)	(105,5)	-	-3,9%
Frais de personnel	(193,4)	(193,4)	-	(187,6)	(187,6)	-	3,1%
Autres charges & produits	(2,8)	-	(2,8)	(2,0)	-	(2,0)	-
<b>EBITDA</b>	<b>88,2</b>	<b>91,1</b>	<b>(2,8)</b>	<b>109,5</b>	<b>111,6</b>	<b>(2,0)</b>	<b>-18,4%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>22,9%</i>	<i>23,6%</i>	-	<i>27,1%</i>	<i>27,6%</i>	-	
Dépréciations et amortissements	(29,9)	(29,9)	-	(26,9)	(26,9)	-	11,2%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>58,4</b>	<b>61,2</b>	<b>(2,8)</b>	<b>82,7</b>	<b>84,7</b>	<b>(2,0)</b>	<b>-27,7%</b>
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>15,1%</i>	<i>15,9%</i>	-	<i>20,4%</i>	<i>20,9%</i>	-	
Gain net provenant de la restructuration de la dette au 13 mars 2017	265,8	-	265,8	-	-	-	-
Autres produits financiers	-	-	-	0,7	0,7	-	-100,0%
Charges financières	(10,8)	(10,8)	-	(37,6)	(37,6)	-	-71,3%
<b>Résultat financier</b>	<b>255,0</b>	<b>(10,8)</b>	<b>265,8</b>	<b>(36,9)</b>	<b>(36,9)</b>	-	<b>-70,7%</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>313,4</b>	<b>50,4</b>	<b>263,0</b>	<b>45,8</b>	<b>47,9</b>	<b>(2,0)</b>	<b>5,2%</b>
Impôt sur les sociétés	(7,5)	(20,9)	13,4	(20,6)	(21,3)	0,7	-1,9%
<b>Résultat de la période</b>	<b>305,8</b>	<b>29,5</b>	<b>276,3</b>	<b>25,2</b>	<b>26,5</b>	<b>(1,3)</b>	<b>11,3%</b>

(\*) Retraité de l'application rétroactive des dispositions de la norme IAS 20 concernant le CIR (cf. note 1.1)

### 1.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de l'EBITDA récurrent

Le Groupe enregistre un chiffre d'affaires de 385,8 millions d'euros au 30 juin 2017, en recul de -4,7% par rapport au 30 juin 2016.

Le chiffre d'affaires Internet de 323,4 millions d'euros au 30 juin 2017 est en hausse de +0,5% par rapport au 30 juin 2016, la croissance soutenue du Marketing digital étant partiellement compensée par la baisse temporaire du Search Local.

- Croissance de l'audience : une croissance continue de l'audience de +4,1% au 30 juin 2017 par rapport au 30 juin 2016, dont une croissance de +17,3% pour l'audience mobile.
- Chiffre d'affaires Search Local : -3,5% au 30 juin 2017 par rapport au 30 juin 2016 :
  - ARPA Search Local : +1,4%, un ralentissement de la croissance lié à la fin de l'effet de revalorisation de l'offre et à l'impact de la restructuration financière sur l'activité commerciale au quatrième trimestre 2016.
  - Parc clients : -4,9%, une légère amélioration reflétant les premiers effets de la rétention.
- Chiffre d'affaires Marketing Digital : +13,0%, accélération du Marketing Digital avec de beaux succès sur les offres Booster contact et Site privilège. Le chiffre d'affaires Marketing Digital représente 27,4% du chiffre d'affaires Internet ce semestre.

Le chiffre d'affaires Imprimés & Vocal de 62,4 millions d'euros au 30 juin 2017 est en baisse de -24,8% par rapport au 30 juin 2016. L'activité représente 16,2% du chiffre d'affaires total ce semestre.

L'EBITDA récurrent atteint 91,1 millions d'euros au 30 juin 2017, en baisse de -18,4% par rapport au 30 juin 2016, principalement en raison de la réduction de la contribution des activités Imprimés & Vocal.

## 1.2.2. Analyse du résultat d'exploitation

Le tableau suivant présente le résultat d'exploitation consolidé du Groupe au 30 juin 2017 et au 30 juin 2016 :

En millions d'euros	Période close le 30 juin 2017			Période close le 30 juin 2016 (*)			variation récurrent 2017/2016
	Total	Récurrent	Non récurrent	Total	Récurrent	Non récurrent	
<b>EBITDA</b>	<b>88,2</b>	<b>91,1</b>	<b>(2,8)</b>	<b>109,5</b>	<b>111,6</b>	<b>(2,0)</b>	<b>-18,4%</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>22,9%</i>	<i>23,6%</i>	<i>-</i>	<i>27,1%</i>	<i>27,6%</i>	<i>-</i>	
Dépréciations et amortissements	(29,9)	(29,9)	-	(26,9)	(26,9)	-	11,2%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>58,4</b>	<b>61,2</b>	<b>(2,8)</b>	<b>82,7</b>	<b>84,7</b>	<b>(2,0)</b>	<b>-27,7%</b>
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>15,1%</i>	<i>15,9%</i>	<i>-0,7%</i>	<i>20,4%</i>	<i>20,9%</i>	<i>-0,5%</i>	

(\*) Retraité de l'application rétroactive des dispositions de la norme IAS 20 concernant le CIR (cf. note 1.1)

Les dépréciations et amortissements du Groupe nets du crédit impôt recherche (CIR), s'élèvent à -29,9 millions d'euros au 30 juin 2017 contre -26,9 millions d'euros au 30 juin 2016, soit une augmentation de +3 millions d'euros (+11,2%), principalement lié au lancement du nouveau moteur de recherche intelligent.

Le résultat d'exploitation récurrent du Groupe est en baisse de -27,7% par rapport au 30 juin 2016 à 61,2 millions d'euros. Cette baisse de -23,5 millions d'euros résulte pour 20,5 millions d'euros de la baisse de l'EBITDA récurrent et de l'augmentation des dotations aux amortissements pour 3 millions d'euros.

### 1.2.3. Analyse du résultat de la période

Le tableau suivant présente le résultat du groupe au 30 juin 2017 et au 30 juin 2016 :

En millions d'euros	Période close le 30 juin 2017			Période close le 30 juin 2016 (*)			variation récurrent 2017/2016
	Total	Récurrent	Non récurrent	Total	Récurrent	Non récurrent	
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>58,4</b>	<b>61,2</b>	<b>(2,8)</b>	<b>82,7</b>	<b>84,7</b>	<b>(2,0)</b>	<b>-27,7%</b>
Gain net provenant de la restructuration de la dette au 13 mars 2017	265,8	-	265,8	-	-	-	-
Autres produits financiers	-	-	-	0,7	0,7	-	-100,0%
Charges financières	(10,8)	(10,8)	-	(37,6)	(37,6)	-	-71,3%
<b>Résultat financier</b>	<b>255,0</b>	<b>(10,8)</b>	<b>265,8</b>	<b>(36,9)</b>	<b>(36,9)</b>	<b>-</b>	<b>-70,7%</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>313,4</b>	<b>50,4</b>	<b>263,0</b>	<b>45,8</b>	<b>47,9</b>	<b>(2,0)</b>	<b>5,2%</b>
Impôt sur les sociétés	(7,5)	(20,9)	13,4	(20,6)	(21,3)	0,7	-1,9%
<b>Résultat de la période</b>	<b>305,8</b>	<b>29,5</b>	<b>276,3</b>	<b>25,2</b>	<b>26,5</b>	<b>(1,3)</b>	<b>11,3%</b>

(\*) Retraité de l'application rétroactive des dispositions de la norme IAS 20 concernant le CIR (cf. note 1.1)

#### 1.2.3.1. Résultat financier

Le résultat financier net du Groupe représente un produit de 255,0 millions d'euros au 30 juin 2017 dont 265,8 millions d'euros d'éléments non récurrents, contre une charge de -36,9 millions d'euros au 30 juin 2016, qui se compose principalement des éléments suivants :

- d'un gain financier non monétaire de 298 millions d'euros issu de la différence entre la valeur comptable de la dette convertie en instruments de capitaux propres et la juste valeur de ces mêmes instruments en application d'IFRIC 19 (cf. note 6),
- d'un amortissement accéléré des frais liés à l'émission des financements précédents pour un montant de 10,5 millions d'euros lié à la restructuration de la dette en mars 2017 qui a engendré l'extinction de la dette précédente, contre 3,8 million d'euros au 30 juin 2016,
- des frais liés à la restructuration financière qui ont été intégralement constatés au compte de résultat pour un montant de 23,9 millions d'euros,
- un gain de 2,2 millions d'euros sur le rachat partiel de l'emprunt obligataire.
- La nouvelle dette a porté intérêts à partir du 14 mars 2017 pour 8,1 million d'euros. La charge d'intérêt s'est élevée à 10,8 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2017.

#### 1.2.3.2. Résultat récurrent de la période

Le résultat récurrent s'élève à +29,5 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 26,5 millions d'euros au 30 juin 2016, soit une augmentation de 3,0 millions d'euros.

Au 30 juin 2017, l'impôt sur le résultat récurrent représente une charge de 20,9 millions d'euros, contre une charge de 21,3 millions d'euros au 30 juin 2016 (-2,1%).

### 1.2.3.3. Résultat de la période

Le résultat net du Groupe s'établit à +305,8 millions d'euros au premier semestre 2017, contre 25,2 millions d'euros au 30 juin 2016, soit une augmentation de 280,7 millions d'euros due essentiellement à la constatation d'un produit de 298,0 millions d'euros (sans effet sur l'impôt) chez SoLocal Group, correspondant à la différence entre la valeur comptable de la dette convertie en instruments de capitaux propres et la juste valeur de ces mêmes instruments conformément à l'application d'IFRIC 19 (cf. note 6).

### 1.2.3.4. Flux de trésorerie consolidés

En millions d'euros	Période close le 30 juin 2017	Période close le 30 juin 2016	Variation
<b>EBITDA récurrent</b>	<b>91,1</b>	<b>111,6</b>	<b>-18,4%</b>
Eléments non monétaires inclus dans l'EBITDA	(0,7)	0,5	
Variation du besoin en fonds de roulement	(30,5)	(18,6)	-64,0%
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(26,0)	(35,6)	27,0%
Résultat financier (dé)encaissé	(41,1)	(18,5)	-122,2%
Eléments non récurrents	(11,4)	(15,1)	24,5%
Impôt sur les sociétés décaissé	(27,0)	10,5	
<b>Cash flow net</b>	<b>(45,6)</b>	<b>34,8</b>	
Augmentation (diminution) des emprunts	(270,2)	15,0	
Augmentation de capital nette de frais	272,7	-	
Autres	0,6	4,6	-87,0%
<b>Variation nette de trésorerie</b>	<b>(42,6)</b>	<b>54,3</b>	
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture	91,0	53,3	70,7%
<b>Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>48,4</b>	<b>107,7</b>	<b>-55,1%</b>

## 1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie du Groupe au 30 juin 2017 et au 30 juin 2016 :

En millions d'euros	Période close le 30 juin 2017	Période close le 30 juin 2016	Variation 2017/2016
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(19,7)	70,4	(90,1)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(25,1)	(30,9)	5,8
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement	2,3	14,9	(12,6)
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités	(0,0)	(0,1)	0,0
<b>Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>(42,6)</b>	<b>54,3</b>	<b>(96,9)</b>
<b>Trésorerie nette et équivalents de trésorerie fin de période</b>	<b>48,4</b>	<b>107,7</b>	<b>(59,2)</b>

Les flux nets de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à -19,7 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 70,4 millions d'euros au 30 juin 2016, soit une baisse de 90,1 million d'euros avec principalement :

- un EBITDA récurrent de 91,1 millions d'euros au 30 juin 2017, en baisse de 20,5 millions d'euros par rapport au 30 juin 2016,
- un décaissement de 11,4 millions d'euros d'éléments non récurrents contre 15,1 millions d'euros au 30 juin 2016,
- une augmentation du besoin en fonds de roulement de 30,5 millions d'euros au 30 juin 2017 contre une hausse de 18,6 millions d'euros au 30 juin 2016, soit une variation défavorable de 11,9 millions d'euros entre les deux périodes,
- un décaissement net de 41,1 millions d'euros au titre des intérêts financiers au 30 juin 2017 contre 18,5 millions d'euros au 30 juin 2016, soit une variation défavorable de 22,6 millions d'euros entre les deux périodes, liée principalement à un décalage du paiement des intérêts du 4<sup>ème</sup> trimestre 2016 au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 dans le cadre de la renégociation de la dette,
- un décaissement net de 27,0 millions d'euros dont 6,4 millions d'euros relatifs à un redressement fiscal sur les années antérieures lié au CIR, soit une variation défavorable de 37,5 millions d'euros, la situation au 30 juin 2016 bénéficiant notamment du remboursement de la créance d'impôt enregistrée au 31 décembre 2015.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement représentent un décaissement de 25,1 millions d'euros au 30 juin 2017, en baisse par rapport au décaissement de 30,9 millions d'euros constaté au 30 juin 2016, avec principalement :

- 26,0 millions d'euros au titre des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles au 30 juin 2017 contre 35,6 millions d'euros au 30 juin 2016,

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement représentent un encaissement de 2,3 millions d'euros au 30 juin 2017 contre un encaissement 14,9 millions d'euros au 30 juin 2016

soit une variation de -12,6 million d'euros avec principalement suite à la renégociation de la dette :

- le remboursement de la ligne de crédit revolving pour 38,4 millions d'euros au 30 juin 2017 contre le tirage de cette même ligne à hauteur de 30,0 millions d'euros au 30 juin 2016,
- le remboursement de l'emprunt bancaire A7 pour un montant de 783,6 million d'euros, contre le remboursement contractuel de l'excess cash flow de la tranche A7 de l'emprunt bancaire pour un montant de 15,2 millions d'euros au 30 juin 2016,
- l'émission d'obligations pour un montant de 397,8 millions d'euros,
- l'augmentation de capital pour un montant de 272,7 millions d'euros.

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie du Groupe consolidé au 30 juin 2017, au 31 décembre 2016, et au 30 juin 2016 :

<b>SoLocal Group (Consolidé)</b>	<b>Période close le 30 juin</b>	<b>Exercice clos le 31 décembre</b>	<b>Période close le 30 juin</b>
En millions d'euros	<b>2017</b>	<b>2016</b>	<b>2016</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	48,5	91,0	111,5
<b>Trésorerie brute</b>	<b>48,5</b>	<b>91,1</b>	<b>111,5</b>
Découverts bancaires	(0,1)	(0,1)	(3,8)
<b>Trésorerie nette</b>	<b>48,4</b>	<b>91,0</b>	<b>107,7</b>
Emprunts bancaires	-	783,6	783,6
Emprunt obligataire	397,8	337,8	337,8
Ligne de crédit revolving	-	38,4	43,8
Frais d'émission d'emprunts	-	(10,5)	(14,5)
Dettes de crédit-bail	0,1	0,3	0,7
Compléments de prix	1,4	2,0	1,9
Intérêts courus non échus	1,2	32,1	17,6
Autres dettes financières	5,3	4,0	5,0
<b>Endettement financier brut</b>	<b>405,8</b>	<b>1 187,8</b>	<b>1 176,0</b>
<i>dont courant</i>	<i>7,3</i>	<i>1 186,4</i>	<i>1 173,4</i>
<i>dont non courant</i>	<i>398,5</i>	<i>1,3</i>	<i>2,6</i>
<b>Endettement net</b>	<b>357,4</b>	<b>1 096,8</b>	<b>1 068,4</b>
<b>Endettement net du groupe consolidé hors frais d'émission d'emprunts</b>	<b>357,4</b>	<b>1 107,3</b>	<b>1 082,9</b>

Suite à la restructuration de la dette du Groupe intervenue le 14 mars 2017, celle-ci baisse de 711,0 millions d'euros par rapport au 30 juin 2016 et de 739,4 million d'euros par rapport au 31 décembre 2016. Elle s'élève à 357,4 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 1 096,8 millions d'euros au 31 décembre 2016 et 1 068,4 millions d'euros au 30 juin 2016.

Au 30 juin 2017, elle est principalement composée :

- d'obligations émises pour un montant de 397,8 millions d'euros, remboursables en mars 2022,
- d'une trésorerie nette de 48,4 millions d'euros.

## 1.4. Risques et incertitudes

---

Le Groupe a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) :

### **Les activités opérationnelles et la stratégie du groupe :**

l'adaptation du Groupe aux technologies du numérique et aux évolutions du marché, la difficulté à faire face à la concurrence, la sensibilité à la conjoncture économique, l'augmentation du prix du papier ou du coût d'autres facteurs de production, le risque d'appauvrissement des contenus, les dommages subis par les systèmes d'information, la fluctuation des résultats trimestriels du Groupe, l'effet des investissements ou désinvestissements, pourraient avoir un impact négatif significatif sur les activités, la situation financière ou les résultats du Groupe.

### **Les aspects juridiques :**

la survenance de procédures d'arbitrages ou de procès importants, l'incertitude ou le durcissement des réglementations applicables, en particulier l'application de restrictions au droit du Groupe de collecter des données personnelles, pourraient avoir un effet significativement défavorable sur l'activité du Groupe, ses résultats, sa situation financière ou sa capacité à réaliser ses objectifs.

### **Les aspects liés aux obligations émises**

**Continuité d'exploitation :** se référer à la note sur la continuité d'exploitation (cf. note 1 des comptes consolidés) qui inclut les derniers développements relatifs à la restructuration financière.

## 1.5. Données financières trimestrielles et semestrielles

### Chiffre d'affaires par trimestre

En millions d'euros	S1 2017	T2 2017	T1 2017	12M 2016	T4 2016	T3 2016	S1 2016	T2 2016	T1 2016
<b>Chiffre d'affaires Internet</b>	<b>323,4</b>	<b>160,7</b>	<b>162,8</b>	<b>648,7</b>	<b>171,0</b>	<b>156,1</b>	<b>321,7</b>	<b>164,6</b>	<b>157,1</b>
<b>Search local</b>	<b>234,9</b>	<b>115,6</b>	<b>119,3</b>	<b>490,6</b>	<b>127,4</b>	<b>119,8</b>	<b>243,4</b>	<b>125,8</b>	<b>117,6</b>
<i>Nombre de visites (en M)</i>	1 256	622	634	2 432	610	616	1 206	611	595
<i>ARPA<sup>1</sup> (en €)</i>	492	243	250	992	265	245	485	253	232
<i>Nombre de clients (en K)</i>	477	476	477	494	481	490	501	496	506
<b>Marketing digital</b>	<b>88,5</b>	<b>45,1</b>	<b>43,4</b>	<b>158,1</b>	<b>43,6</b>	<b>36,3</b>	<b>78,3</b>	<b>38,7</b>	<b>39,6</b>
<i>Taux de pénétration (en nombre de clients)<sup>2</sup></i>	24%	24%	24%	24%	24%	23%	23%	23%	23%
<b>Chiffre d'affaires Imprimés &amp; Vocal</b>	<b>62,4</b>	<b>36,4</b>	<b>26,0</b>	<b>163,6</b>	<b>39,4</b>	<b>41,1</b>	<b>83,0</b>	<b>50,2</b>	<b>32,8</b>
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>385,8</b>	<b>197,0</b>	<b>188,8</b>	<b>812,3</b>	<b>210,4</b>	<b>197,2</b>	<b>404,7</b>	<b>214,8</b>	<b>190,0</b>

<sup>1</sup>Average Revenue Per Advertiser : Revenu publicitaire moyen par client

<sup>2</sup>Pourcentage des clients Internet possédant un produit « Marketing digital »

### EBITDA récurrent par semestre

En millions d'euros	S1 2017	12M 2016	S1 2016
<b>EBITDA Internet récurrent</b>	<b>81,4</b>	<b>185,6</b>	<b>89,5</b>
<i>EBITDA / CA</i>	25%	29%	28%
<b>EBITDA Imprimés &amp; Vocal récurrent</b>	<b>9,6</b>	<b>43,4</b>	<b>22,1</b>
<i>EBITDA / CA</i>	15%	27%	27%
<b>EBITDA récurrent consolidé</b>	<b>91,1</b>	<b>229,0</b>	<b>111,6</b>
<i>EBITDA / CA</i>	24%	28%	28%

### Compte de résultat par semestre

En millions d'euros	S1 2017	12M 2016 (*)	S1 2016 (*)
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>385,8</b>	<b>812,3</b>	<b>404,7</b>
Charges externes nettes	(101,4)	(214,8)	(105,5)
Frais de personnel	(193,4)	(368,5)	(187,6)
<b>EBITDA récurrent</b>	<b>91,1</b>	<b>229,0</b>	<b>111,6</b>
Eléments non récurrents	(2,8)	(5,1)	(2,0)
<b>EBITDA</b>	<b>88,2</b>	<b>223,9</b>	<b>109,5</b>
Dépréciations et amortissements	(29,9)	(56,3)	(26,9)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>58,4</b>	<b>167,8</b>	<b>82,7</b>
Résultat financier	255,0	(73,8)	(36,9)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>313,4</b>	<b>94,0</b>	<b>45,8</b>
Impôt sur les sociétés	(7,5)	(44,8)	(20,6)
<i>Taux d'imposition</i>	2,4%	47,7%	45,0%
<b>Résultat net</b>	<b>305,8</b>	<b>49,0</b>	<b>25,2</b>

(\*) Retraité de l'application rétroactive des dispositions de la norme IAS 20 concernant le CIR

## Tableau des flux de trésorerie par semestre

En millions d'euros	S1 2017	12M 2016	S1 2016
<b>EBITDA récurrent</b>	<b>91,1</b>	<b>229,0</b>	<b>111,6</b>
Eléments non monétaires inclus dans l'EBITDA	(0,7)	8,2	0,5
Variation du besoin en fonds de roulement	(30,5)	(56,3)	(18,6)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(26,0)	(69,1)	(35,6)
Résultat financier (dé)encaissé	(41,1)	(36,0)	(18,5)
Eléments non récurrents	(11,4)	(32,6)	(15,1)
Impôt sur les sociétés décaissé	(27,0)	(12,6)	10,5
<b>Cash flow net</b>	<b>(45,6)</b>	<b>30,7</b>	<b>34,8</b>
Augmentation (diminution) des emprunts	(270,2)	1,7	15,0
Augmentation de capital nette de frais	272,7	0,0	-
Autres	0,6	5,3	4,6
<b>Variation nette de trésorerie</b>	<b>(42,6)</b>	<b>37,7</b>	<b>54,3</b>
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture	91,0	53,3	53,3
<b>Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>48,4</b>	<b>91,0</b>	<b>107,7</b>

## Glossaire

**Chiffre d'affaires Internet** : somme du chiffre d'affaires des activités Search local et Marketing digital

**Chiffre d'affaires Search local** : le chiffre d'affaires concerne l'activité Search local composée des services de communication locale proposés par le Groupe dans ses sites propres, notamment PagesJaunes, Mappy, Ooreka (nouveau nom de ComprendreChoisir), A Vendre A Louer ou chez ses partenaires, notamment Google, Bing, Apple, Facebook.

**Chiffre d'affaires Marketing Digital** : le chiffre d'affaires concerne le Marketing digital articulé autour de 3 lignes de produits :

- Services transactionnels : en particulier la prise de rendez-vous chez les médecins (PagesJaunes Doc) et la réservation, la commande de repas auprès des restaurants (PagesJaunes Resto) et les bons plans de professionnels. SoLocal Group abandonne les «daily deals», peu fidélisants, et se concentre sur les bons plans de PagesJaunes plus valorisés par ses clients.

Programmatique local : SoLocal Group se focalise exclusivement sur le programmatique local qui présente les plus fortes opportunités de croissance. Le Groupe accélère ses investissements dans cette technologie en s'appuyant sur la richesse de sa data locale et le succès de son offre ADhesive lancée en début d'année.

Sites web et contenus : cette ligne de produits est aujourd'hui l'activité phare du Marketing digital du Groupe. Largement présent à l'international à travers des partenariats ou ses filiales (QDQ, Leadformance, SoLocal UK) le Groupe poursuit le développement de ces activités pour assurer la meilleure promotion des savoir-faire locaux de ses clients.

**Chiffre d'affaires Imprimés & Vocal** : somme des revenus issus d'une part des activités « annuaires imprimés » relative à l'édition, la distribution et la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, PagesBlanches) et d'autre part des activités concernant le marketing direct traditionnel (logistique, affranchissement, mailing) et les services de renseignements par téléphone et par SMS (118 008) ainsi que l'annuaire inversé QuiDonc

**Nombre de clients Search local** : nombre de clients moyens de la période (moyenne des clients présents au début et à la fin de la période considérée) possédant un produit de la gamme Search local

**ARPA Search local** : chiffre d'affaires de la période considérée rapporté au nombre de clients moyens de la période

**Taux de pénétration du Marketing Digital** : nombre de clients moyens de la période considérée possédant un produit de la gamme Marketing Digital, rapporté au nombre de clients moyens possédant un produit de la gamme Search local sur la même période.

**Indicateur de Reach** (indicateur défini et publié par Nielsen Médiamétrie)

**Nombre de visiteurs uniques d'un site** : nombre d'internautes / mobinautes / tablonauts ayant visité un site sur un mois donné

**Reach** : il représente le trafic, en visiteurs uniques, d'un site ou d'un groupe sur un mois donné. Il peut être exprimé en volume (nombre de visiteurs uniques) ou en ratio (par rapport à une population de référence pour le mois concerné). Le Reach du Groupe ne concerne que ses propres services. Aucun des media partenaires externes en « déportation » ne sont pris en compte dans cet indicateur

**Audiences** (indicateur de visites mesuré par SoLocal Group)

**Déportalisées** : audiences indirectes sur des contenus de marque PagesJaunes en dehors des media digitaux PagesJaunes (notamment Bing, Yahoo!, Ooreka, ...)

**SEO & affiliés** : audiences sur les media digitaux PagesJaunes ayant pour origine des partenaires affiliés (MSN, Nosibay, Free et Alice, Planet, L'internaute) et des moteurs de recherches (SEO, « Search Engine Optimisation »)

**PagesJaunes**: audiences suite à la volonté exprimée d'un utilisateur d'accéder aux media digitaux PagesJaunes (accès direct et recherche de marque sur un moteur de recherche)

## 2. Comptes consolidés condensés

### 2.1 – Compte de résultat consolidé

<i>(Montants en milliers d'euros, excepté les données relatives aux actions)</i>	Notes	<b>Période close le 30 juin 2017</b>	<b>Période close le 30 juin 2016 (*)</b>
Chiffre d'affaires		385 809	404 723
Charges externes nettes		(101 384)	(105 494)
Frais de personnel		(193 370)	(187 641)
Autres charges & produits		(2 810)	(2 048)
<b>EBITDA</b>		<b>88 246</b>	<b>109 540</b>
Dépréciations et amortissements		(29 859)	(26 873)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>58 387</b>	<b>82 667</b>
Gain net provenant de la restructuration de la dette au 13 mars 2017		265 785	-
Produits financiers		-	734
Charges financières		(10 803)	(37 585)
<b>Résultat financier</b>	6	<b>254 982</b>	<b>(36 851)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>313 370</b>	<b>45 816</b>
Impôt sur les sociétés	4	(7 524)	(20 634)
<b>Résultat de la période</b>		<b>305 845</b>	<b>25 182</b>
Résultat de la période attribuable aux :			
- Actionnaires de SoLocal Group		305 888	25 186
- Participation ne donnant pas le contrôle		(42)	(4)
<b>Résultat de la période par action attribuable aux actionnaires de SoLocal Group (en euros)</b>			
<b>Résultat de la période par action de l'ensemble consolidé calculé sur la base d'un nombre d'actions moyen pondéré</b>			
- de base		3,30	0,65
- dilué		3,26	0,62
<b>Résultat de la période par action de l'ensemble consolidé calculé sur la base d'un nombre d'actions existantes (au 31 mars)</b>			
- de base		0,53	0,65
- dilué		0,52	0,62

(\*) Retraité de l'application rétroactive des dispositions de la norme IAS 20 concernant le CIR (cf. note 1.1)

## 2.2 - Etat du résultat global consolidé

(Montants en milliers d'euros)

Notes	Période close le 30 juin 2017	Période close le 30 juin 2016 (*)
<b>Report résultat de la période</b>	<b>305 845</b>	<b>25 182</b>
Réserves écarts actuariels IFC :		
- Montant brut	(12 973)	(10 802)
- Impôt différé	3 752	3 720
- <b>Montant net d'impôt</b>	<b>(9 221)</b>	<b>(7 082)</b>
Ecarts de conversion des activités à l'étranger	(202)	(281)
<b>Total autres éléments du résultat global net d'impôt</b>	<b>(9 423)</b>	<b>(7 363)</b>
<b>Résultat global total net d'impôt</b>	<b>296 423</b>	<b>17 820</b>
Résultat global total attribuable aux :		
- Actionnaires de SoLocal Group	296 467	17 824
- Participation ne donnant pas le contrôle	(44)	(4)

(\*) Retraité de l'application rétroactive des dispositions de la norme IAS 20 concernant le CIR (cf. note 1.1)

## 2.3 - Etat consolidé de la situation financière

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	Période close le 30 juin 2017	Période close le 31 décembre 2016	Période close le 30 juin 2016
<b>Actif</b>				
Ecart d'acquisition nets		95 507	95 507	95 458
Autres immobilisations incorporelles nettes		127 078	128 074	126 333
Immobilisations corporelles nettes		27 600	33 420	33 067
Actifs financiers disponibles à la vente		188	188	178
Autres actifs financiers non courants		6 447	6 263	8 221
Impôts différés actifs	4	1 785	182	-
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>258 605</b>	<b>263 633</b>	<b>263 257</b>
Créances clients nettes		282 195	320 900	293 218
Coût d'acquisition de contrats		29 953	35 025	31 720
Autres actifs courants		31 065	31 228	34 363
Créances d'impôt sur les sociétés		1 263	361	295
Charges constatées d'avance		8 505	5 715	11 549
Autres actifs financiers courants		42	21 408	6 429
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6	48 513	91 069	111 493
<b>Total des actifs courants</b>		<b>401 537</b>	<b>505 706</b>	<b>489 066</b>
<b>Total actif</b>		<b>660 142</b>	<b>769 339</b>	<b>752 324</b>
<b>Passif</b>				
Capital social		58 153	233 259	233 259
Prime d'émission		739 814	364 544	364 544
Réserves		(1 588 982)	(1 916 393)	(1 911 807)
Résultat de la période attribuable aux actionnaires de SoLocal Group		305 888	48 945	25 186
Autres éléments du résultat global		(20 827)	(11 606)	(16 163)
Actions propres		(5 157)	(4 987)	(5 192)
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires de SoLocal Group</b>		<b>(511 112)</b>	<b>(1 286 238)</b>	<b>(1 310 173)</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		60	104	75
<b>Total capitaux propres</b>		<b>(511 052)</b>	<b>(1 286 134)</b>	<b>(1 310 098)</b>
Dettes financières et dérivés non courants	6	398 530	1 341	2 579
Avantages du personnel - non courants		102 994	88 064	99 501
Provisions - non courantes		15 247	21 077	17 374
Autres passifs non courants		2	37	2
Impôts différés passifs	4	-	16 506	2 260
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>516 773</b>	<b>127 025</b>	<b>121 716</b>
Découverts bancaires et autres emprunts courants	6	6 176	1 154 359	1 159 664
Intérêts courus non échus	6	1 160	32 137	17 610
Provisions - courantes		19 767	30 473	34 434
Dettes fournisseurs		83 950	98 889	101 650
Avantages du personnel - courants		98 190	116 491	99 889
Autres passifs courants		74 161	83 662	77 042
Dettes d'impôt sur les sociétés		1 392	4 088	15 841
Produits constatés d'avance		369 625	408 349	434 576
<b>Total des passifs courants</b>		<b>654 421</b>	<b>1 928 448</b>	<b>1 940 706</b>
<b>Total passif</b>		<b>660 142</b>	<b>769 339</b>	<b>752 324</b>

## 2.4 - Etat de variation des capitaux propres consolidé

(Montants en milliers d'euros)

Notes	Nombre de titres en circulation	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Résultat et réserves	Opérations de couverture et écarts actuariels	Réserve de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Participation ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
<b>Solde au 1er janvier 2016</b>	<b>38 789 776</b>	<b>233 259</b>	<b>364 544</b>	<b>(5 209)</b>	<b>(1 911 544)</b>	<b>(9 081)</b>	<b>17</b>	<b>(1 328 014)</b>	<b>79</b>	<b>(1 327 935)</b>
Résultat global total de la période					25 186			25 186	(4)	25 182
Autres éléments du résultat global, net de taxe						(7 082)	(281)	(7 363)		(7 363)
<b>Résultat global total de la période, net de taxe</b>					<b>25 186</b>	<b>(7 082)</b>	<b>(281)</b>	<b>17 824</b>	<b>(4)</b>	<b>17 820</b>
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	(53 642)			17				17	-	17
<b>Solde au 30 juin 2016</b>	<b>38 736 134</b>	<b>233 259</b>	<b>364 544</b>	<b>(5 192)</b>	<b>(1 886 358)</b>	<b>(16 163)</b>	<b>(263)</b>	<b>(1 310 173)</b>	<b>75</b>	<b>(1 310 098)</b>
Résultat global total de la période					23 759			23 759	15	23 774
Autres éléments du résultat global, net de taxe					-	4 557	(43)	4 514	1	4 515
<b>Résultat global total de la période, net de taxe</b>					<b>23 759</b>	<b>4 557</b>	<b>(43)</b>	<b>28 273</b>	<b>16</b>	<b>28 289</b>
Rémunération en actions					(4 542)			(4 542)	-	(4 542)
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	57 708			205				205		205
Souscription des minoritaires au capital d'Effilab									13	13
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>38 793 842</b>	<b>233 259</b>	<b>364 544</b>	<b>(4 987)</b>	<b>(1 867 141)</b>	<b>(11 606)</b>	<b>(306)</b>	<b>(1 286 238)</b>	<b>104</b>	<b>(1 286 134)</b>
Résultat global total de la période					305 888			305 888	(42)	305 845
Autres éléments du résultat global, net de taxe						(9 221)	(200)	(9 420)	(2)	(9 422)
<b>Résultat global total de la période, net de taxe</b>					<b>305 888</b>	<b>(9 221)</b>	<b>(200)</b>	<b>296 467</b>	<b>(44)</b>	<b>296 423</b>
Opérations sur capital	7	542 654 015	(175 106)	375 270	269 861	-	-	470 025	-	470 025
Mandatory Convertible Bond			-	-	8 804	-	-	8 804	-	8 804
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt		(286 967)		(170)				(170)	-	(170)
<b>Solde au 30 juin 2017</b>	<b>581 160 890</b>	<b>58 153</b>	<b>739 814</b>	<b>(5 157)</b>	<b>(1 282 589)</b>	<b>(20 827)</b>	<b>(506)</b>	<b>(511 112)</b>	<b>59</b>	<b>(511 052)</b>

## 2.5 - Etat des flux de trésorerie consolidé

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	Période close le 30 juin 2017	Période close le 30 juin 2016 (* )
<b>Résultat attribuable aux actionnaires de SoLocal Group</b>		<b>305 888</b>	<b>25 186</b>
Amortissements et pertes de valeur sur immobilisations et écarts d'acquisition		29 270	26 804
Variation des provisions		(9 327)	(12 618)
Moins-values (plus-values) sur cessions d'actifs		588	69
Produits et charges d'intérêts	6	(254 968)	36 777
Instruments de couverture		(14)	74
Charge d'impôt de l'exercice	4	7 524	20 634
Participation ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		(42)	(4)
Diminution (augmentation) des stocks		98	38
Diminution (augmentation) des créances clients		39 150	59 386
Diminution (augmentation) des autres créances		2 340	(5 786)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs		(5 120)	3 171
Augmentation (diminution) des autres dettes		(66 940)	(75 373)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>		<b>(30 472)</b>	<b>(18 564)</b>
Dividendes et produits d'intérêts encaissés		14	757
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés nets		(41 142)	(19 242)
Impôt sur les sociétés décaissé		(27 000)	10 523
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>		<b>(19 681)</b>	<b>70 397</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(25 951)	(35 605)
Acquisitions / cessions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise / cédée et autres variations d'actif / passif		828	4 735
<b>Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement</b>		<b>(25 123)</b>	<b>(30 871)</b>
Augmentation (diminution) des emprunts		(270 219)	14 971
Augmentation de capital nette de frais		272 650	-
Autres flux liés aux opérations de financement dont actions propres		(168)	(90)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		<b>2 263</b>	<b>14 881</b>
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie		(30)	(73)
<b>Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		<b>(42 571)</b>	<b>54 334</b>
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture		91 013	53 330
<b>Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	6	<b>48 441</b>	<b>107 664</b>

(\*) Retraité de l'application rétroactive des dispositions de la norme IAS 20 concernant le CIR (cf. note 1.1)

## 2.6 – Notes aux comptes consolidés condensés

---

### Note 1 – Base de préparation des états financiers consolidés

---

Les principales activités du Groupe sont décrites en note 2.

L'exercice comptable des sociétés du Groupe SoLocal s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. La devise de présentation des comptes consolidés et de leurs annexes est l'euro.

SoLocal Group est une société anonyme cotée sur Euronext Paris (LOCAL).

Ces comptes consolidés résumés ont été arrêtés par le Conseil d'administration de SoLocal Group du 26 juillet 2017.

#### **1.1 Contexte de la publication et base de préparation des comptes consolidés condensés au 30 juin 2017**

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le Groupe a établi les comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 30 juin 2017 en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, applicable à cette date.

Les états de synthèse portent sur les comptes établis selon les normes IFRS au 30 juin 2017 et au 30 juin 2016. Les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2017 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire »

Les principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels du dernier exercice clos le 31 décembre 2016, à l'exception du changement de méthode comptable décrit ci-dessous en note 1, de nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, sans impact significatif :

- Amendement IAS 7 Disclosure initiative
- Amendement IAS 12 Recognition of deferred tax asset for unrealised losses

Enfin, le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et dont l'application obligatoire est postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2017 :

- IFRS 15 Revenue from Contracts with Customers (applicable au 1er janvier 2018)
- IFRS 16 Leases (applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2019)
- IFRS 9 Financial Instruments (applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2018)
- IFRS 9 Hedge Accounting and amendments to IFRS 9, IFRS 7 and IAS 39 (date d'application non fixée)
- IFRS 2 Classification and measurement of share-based payment transactions (applicable au 1er janvier 2018)
- Improvements to IFRSs 2014-2016 Cycle (applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2017 ou 1<sup>er</sup> janvier 2018 selon les normes)
- IFRIC 22 Foreign Currency Transactions and Advance Consideration (applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2018)
- IFRIC 23 Uncertainty over Income Tax Treatments (applicable au 1/1/2019)

En ce qui concerne IFRS 9 « Instruments financiers », une analyse ne faisant pas apparaître d'impact sur les instruments financiers a été menée. L'analyse concernant les créances douteuses est en cours.

En ce qui concerne la mise en œuvre d'IFRS 15 «Produits issus des contrats conclus avec des clients», une analyse des produits du groupe générant un chiffre d'affaires significatif et ayant des méthodes de reconnaissance différentes est actuellement menée et est en cours de documentation.

La norme IFRS 15 adresse également les coûts d'obtention du contrat. Les coûts incrémentaux de la part variable de la rémunération des vendeurs liés directement à cette obtention peuvent être activés. L'impact potentiel est à ce stade considéré comme non significatif sur le compte de résultat dans l'hypothèse de l'application d'une présentation rétrospective totale.

Le Groupe a initié le projet d'application de la norme IFRS 16 relative aux contrats de location, applicable à partir du 1er janvier 2019. A titre préliminaire, l'impact sur le bilan consolidé lié à la première application de cette nouvelle norme est en cours d'estimation. Pour information, le montant des engagements de locations simples au 31 décembre 2016 était de 141 M€.

Antérieurement constaté en réduction de l'impôt sur les bénéfices, le crédit d'impôt recherche est comptabilisé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 comme une subvention en application des dispositions de la norme IAS 20. Le montant du crédit d'impôt recherche a été comptabilisé au premier semestre 2017 de la façon suivante : la part liée aux dépenses de développement comptabilisées à l'actif est présentée en déduction de la valeur comptable de ces dépenses pour 2,7 millions d'euros, soit un effet de 0,8 million d'euros en diminution des dotations aux amortissements ; la part liée aux autres dépenses comptabilisées en charge est présentée en réduction des charges externes pour 0,1 million d'euros.

Le premier semestre 2016 a été retraité de façon similaire mais l'impact, d'un montant de 2,0 million d'euros, porte uniquement sur les dotations aux amortissements, la partie charges externes étant non significative.

L'ensemble des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2017 sont disponibles sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

Pour préparer les états financiers, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. La Direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Sont notamment concernés les écarts d'acquisition, les coûts d'acquisition de contrats, la rémunération en actions, les coûts de restructuration et l'évaluation des passifs liés aux retraites. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction de conditions de réalisation différentes. Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres,
- soient prudents,
- et soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

## **1.2 Présentation des états financiers consolidés condensés**

Comme le permet la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », le Groupe présente le compte de résultat par nature.

Le résultat d'exploitation correspond au résultat net avant prise en compte :

- des produits financiers ;
- des charges financières ;

- des impôts courants et différés.

L'EBITDA est un indicateur alternatif de performance présenté au compte de résultat au niveau du résultat d'exploitation et avant prise en compte des dépréciations et amortissements.

### 1.3 Evolution du périmètre de consolidation

Le GIE Cristallerie service a intégré le périmètre de consolidation au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

### 1.4 Note sur la continuité d'exploitation

Malgré l'existence de capitaux propres consolidés toujours négatifs, le Groupe n'a pas identifié d'éléments de nature à compromettre la continuité d'exploitation.

A l'issue de la restructuration financière, qui a permis de ramener l'ensemble de l'endettement à une dette obligataire de 398 M€, le Groupe estime qu'il sera en mesure de faire face à l'ensemble de ses engagements financiers. En effet, les flux de trésorerie futurs dégagés par les opérations, nets des investissements, ainsi que la trésorerie disponible permettront d'assurer la continuité d'exploitation dans les douze prochains mois.

## Note 2 - Information sectorielle

---

### 2.1 Chiffre d'affaires consolidé

SoLocal Group développe ses activités au sein de deux secteurs opérationnels : Internet et Imprimés & Vocal et a généré un chiffre d'affaires de 385,8 millions d'euros au premier semestre 2017, ses activités Internet et Imprimés & Vocal représentant respectivement 84 % et 16 %. L'activité Internet est portée par les deux principales activités digitales que sont Search Local et Marketing Digital.

#### Internet

Au cours du premier semestre 2017, SoLocal Group a enregistré un chiffre d'affaires Internet de 323,4 millions d'euros, représentant 84 % du chiffre d'affaires du Groupe, en progression par rapport au premier semestre 2016 de 0,5%.

Les activités Internet de SoLocal Group s'articulent autour de deux lignes produits :

o En premier lieu, nous offrons des services et des solutions digitales aux entreprises pour accroître leur visibilité et développer leurs contacts au niveau local : cette activité de Search Local enregistre au premier semestre 2017 un chiffre d'affaires de 234,9 millions d'euros grâce à une audience pérenne et très qualitative générée à travers nos propres marques (PagesJaunes, Mappy, Ooreka) et nos partenariats privilégiés (Google, Bing (Microsoft), Yahoo!, Apple et Facebook).

o En second lieu, nous créons et mettons à disposition des internautes le meilleur contenu local et personnalisé sur les professionnels : cette activité de Marketing Digital représente au premier semestre 2017 un chiffre d'affaires de 88,5 millions d'euros. Ces technologies, très différenciantes, ont été créées au cours des cinq dernières années et connaissent une croissance rapide (+12,9 % au premier semestre 2017 par rapport au premier semestre 2016). Elles comprennent les sites & contenus, le programmation local et les services transactionnels. Nous avons fortement innové sur ces gammes de produits avec une montée en gamme de notre offre de sites Internet et de product & store locator, le lancement réussi de l'offre de ciblage Adhesive, qui tire parti de nos données sur les intentions d'achat local des internautes, le

lancement de l'offre Booster Contact (campagnes de mots clés) et plus récemment le lancement de l'offre Tract Digital, en partenariat avec Facebook. En outre, nos services transactionnels ont été rebaptisés PagesJaunes Resto et PagesJaunes Doc, mettant à profit et renforçant la puissance du trafic généré sur PagesJaunes.

### Imprimés & Vocal

Les activités Imprimés & Vocal ont généré 62,4 millions d'euros, en décroissance de -24,8% au premier semestre 2017 par rapport au premier semestre 2016. Ce segment comprend les activités du Groupe relatives à la publication, à la distribution et à la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, PagesBlanches), ainsi que d'autres activités du Groupe appelées « Vocal », y compris des services de renseignements téléphoniques et d'annuaire inversé.

Chiffre d'affaires par secteurs d'activité :

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	<b>Période close le 30 juin 2017</b>	<b>Période close le 30 juin 2016</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>385 809</b>	<b>404 723</b>
- Internet	323 421	321 714
- Imprimés & Vocal	62 388	83 009

## 2.2 Résultat récurrent et non récurrent au 30 juin 2017 et au 30 juin 2016

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	<b>Période close le 30 juin 2017</b>			<b>Période close le 30 juin 2016 (*)</b>		
	<b>Consolidé</b>	<b>Récurrent</b>	<b>Non récur.</b>	<b>Consolidé</b>	<b>Récurrent</b>	<b>Non récur.</b>
Chiffre d'affaires	385 809	385 809	-	404 723	404 723	-
Charges externes nettes	(101 384)	(101 384)	-	(105 494)	(105 494)	-
Frais de personnel	(193 370)	(193 370)	-	(187 641)	(187 641)	-
Autres charges & produits	(2 810)	-	(2 810)	(2 048)	-	(2 048)
<b>EBITDA</b>	<b>88 246</b>	<b>91 056</b>	<b>(2 810)</b>	<b>109 540</b>	<b>111 588</b>	<b>(2 048)</b>
Dépréciations et amortissements	(29 859)	(29 859)	-	(26 873)	(26 873)	-
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>58 387</b>	<b>61 197</b>	<b>(2 810)</b>	<b>82 667</b>	<b>84 715</b>	<b>(2 048)</b>
Gain net provenant de la restructuration de la dette au 13 mars 2017	265 785	-	265 785	-	-	-
Autres produits financiers	-	-	-	734	734	-
Charges financières	(10 803)	(10 803)	-	(37 585)	(37 585)	-
<b>Résultat financier</b>	<b>254 982</b>	<b>(10 803)</b>	<b>265 785</b>	<b>(36 851)</b>	<b>(36 851)</b>	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>313 370</b>	<b>50 394</b>	<b>262 975</b>	<b>45 816</b>	<b>47 864</b>	<b>(2 048)</b>
Impôt sur les sociétés	(7 524)	(20 896)	13 371	(20 634)	(21 339)	705
<b>Résultat de la période</b>	<b>305 845</b>	<b>29 499</b>	<b>276 347</b>	<b>25 182</b>	<b>26 525</b>	<b>(1 343)</b>

(\*) Retraité de l'application rétroactive des dispositions de la norme IAS 20 concernant le CIR (cf. note 1.1)

L'EBITDA récurrent correspond à l'EBITDA avant prise en compte des éléments non récurrents tels que les frais de restructuration. Au premier semestre 2017, les éléments non récurrents représentent un montant de -2,8 million d'euros. Ils sont relatifs à des dépenses exceptionnelles de personnel. Au premier semestre 2016, ces éléments de -2,0 million d'euros étaient de même nature.

## 2.3 Tableau de financement à partir de l'EBITDA récurrent au 30 juin 2017 et au 30 juin 2016

(Montants en milliers d'euros)	Période close le 30 juin 2017	Période close le 30 juin 2016 (*)
<b>EBITDA récurrent</b>	<b>91 056</b>	<b>111 588</b>
Eléments non monétaires inclus dans l'EBITDA (dont part non cash rém. en actions)	(742)	489
Variation du besoin en fonds de roulement	(30 472)	(18 564)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(25 951)	(35 605)
<b>Cash flow opérationnel récurrent</b>	<b>33 890</b>	<b>57 909</b>
Résultat financier (dé)encaissé	(41 128)	(18 485)
Eléments non récurrents décaissés	(11 377)	(15 143)
Impôt sur les sociétés décaissé	(27 000)	10 523
<b>Cash flow net</b>	<b>(45 614)</b>	<b>34 804</b>
Augmentation (diminution) des emprunts	(270 219)	14 971
Augmentation de capital nette de frais	272 650	-
Autres	611	4 559
<b>Variation nette de trésorerie</b>	<b>(42 572)</b>	<b>54 334</b>
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture	91 013	53 330
<b>Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>48 441</b>	<b>107 664</b>

## Note 3 – Chiffre d'affaires et produits constatés d'avance

### 3.1 Chiffre d'affaires

Le Groupe commercialise des produits et services de communication locale principalement sous forme digitale et imprimée. La principale activité, Internet, est composée du Search Local et du Marketing Digital.

En ce qui concerne les activités Internet, le groupe alloue le chiffre d'affaires sur les éléments suivants :

- la réalisation de la prestation technique, pour laquelle le chiffre d'affaires est reconnu à hauteur d'une évaluation des coûts, soit le mois de souscription si celle-ci est réalisée sur la première partie du mois, soit le mois suivant la souscription dans le cas contraire,
- la mise en ligne de l'offre, communément appelée frais d'espace, reconnue sur la durée de mise en ligne du produit.

Pour certains produits Internet, la politique de reconnaissance du chiffre d'affaires a été définie par référence à des pratiques du marché, en particulier pour estimer le pourcentage de chiffre d'affaires reconnu lors de la souscription de l'offre.

En ce qui concerne les activités Imprimés & Vocal composées principalement des annuaires papier PagesJaunes et PagesBlanches, le chiffre d'affaires est reconnu lors de la parution de chacun des ouvrages. Pour les frais techniques, le mois suivant la souscription du contrat.

### **3.2 Produits constatés d'avance**

Les produits constatés d'avance sont principalement constitués des ventes de produits publicitaires facturées reconnues ultérieurement en chiffre d'affaires en fonction de la durée de mise en ligne (produits Internet) ou de parution (produits annuaires imprimés).

Les produits constatés d'avance passent de 435 millions d'euros au 30 juin 2016 à 370 millions d'euros au 30 juin 2017. Cette baisse est à mettre en relation, d'une part, avec la baisse significative du niveau de l'activité « Imprimés & Vocal », et d'autre part, avec une déformation du mix produits Internet vers des produits de Marketing Digital principalement, dont la durée de vie est plus courte.

## **Note 4 - Impôt sur les sociétés**

---

L'impôt sur les sociétés résulte de l'application du taux effectif de la période au résultat avant impôt.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé sur la base du taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

(en milliers d'euros)	<b>Période close le 30 juin 2017</b>	<b>Période close le 30 juin 2016 (*)</b>
Résultat net des activités avant impôt	313 370	45 816
<b>Résultat net des activités hors Q-P des entreprises associées avant impôt</b>	<b>313 370</b>	<b>45 816</b>
Taux légal d'imposition en France	34,43%	34,43%
<b>Impôt théorique</b>	<b>(107 903)</b>	<b>(15 776)</b>
Pertes des sociétés non intégrées fiscalement & filiales étrangères	(633)	236
Pertes de valeur des écarts d'acq. et var. complt prix	(144)	(287)
Cotisation à la Valeur Ajoutée des Entreprises (après IS)	(2 740)	(3 036)
Différence entre la valeur comptable du passif financier éteint et le montant de la juste valeur des instruments de capitaux propres émis	102 617	-
Plafonnement de déductibilité des intérêts financiers	(691)	(2 741)
Régularisation IS sur exercices antérieurs	216	362
Autres produits non taxables et charges non déductibles (dont CIR, CICE et différentiel de taux sur les impôts différés à compter de 2019)	1 753	608
<b>Impôt effectif</b>	<b>(7 524)</b>	<b>(20 634)</b>
<i>dont impôt courant</i>	<i>(19 919)</i>	<i>(24 313)</i>
<i>dont impôt différé</i>	<i>12 395</i>	<i>3 679</i>
<b>Taux d'imposition effectif</b>	<b>2,4%</b>	<b>45,0%</b>
<b>Taux d'imposition effectif (hors effet de la restructuration financière)</b>	<b>41,9%</b>	<b>45,0%</b>

(\*) Retraité de l'application rétroactive des dispositions de la norme IAS 20 concernant le CIR (cf. note 1.1)

## Note 5 – Tests de dépréciation

En l'absence d'indice de perte de valeur, il n'a pas été nécessaire de réaliser, au 30 juin 2017, des tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles.

## Note 6- Trésorerie, endettement et instruments financiers

### 6.1 Résultat financier

Le résultat financier se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Période close le 30 juin 2017	Période close le 30 juin 2016
Gain sur la restructuration de la dette par l'émission d'instruments de capitaux propres <sup>(3)</sup>	300 198	-
Coûts liés à la restructuration financière <sup>(4)</sup>	(24 117)	-
Amortissement accéléré des frais d'émission d'emprunts liés à l'ancienne dette	(10 545)	-
<b>Gain net provenant de la restructuration de la dette au 13 mars 2017</b>	<b>265 536</b>	<b>-</b>
Intérêts et assimilés sur actifs financiers	1	613
Résultat de cession d'actifs financiers	(1)	(4)
Dividendes reçus	-	125
<b>Autres produits financiers</b>	<b>-</b>	<b>734</b>
Intérêts sur dettes financières	(8 191)	(32 072)
Produits / (charges) sur instruments de couverture	14	(74)
Amortissement des frais d'émission d'emprunts	224	(3 841)
Variation de la juste valeur des actifs et passifs financiers <sup>(3)</sup>	25	-
Autres frais & honoraires financiers <sup>(1)</sup>	(1 974)	(645)
Coût de désactualisation <sup>(2)</sup>	(652)	(953)
<b>Charges financières</b>	<b>(10 554)</b>	<b>(37 585)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>254 982</b>	<b>(36 851)</b>

<sup>(1)</sup> Essentiellement composé de frais courants liés à la gestion de la dette

<sup>(2)</sup> Le coût de désactualisation correspond à l'accroissement, au cours de l'exercice, de la valeur actuelle des engagements de retraite

<sup>(3)</sup> ce montant inclut d'une part, conformément à l'application d'IFRIC 19 (cf. note 2), la différence entre la valeur comptable de la dette convertie en instruments de capitaux propres et la juste valeur de ces mêmes instruments qui a mis en évidence un gain financier non monétaire de 298 millions d'euros et d'autre part, un gain de 2,2 millions d'euros sur le rachat partiel de l'emprunt obligataire.

<sup>(4)</sup> Après déduction des coûts imputés directement en réduction de l'augmentation de capital en numéraire

## 6.2 Restructuration financière

### Description de l'opération réalisée en mars 2017

- Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant de 398,5 millions d'euros (prime d'émission incluse), au prix de souscription de 1€ par action :
  - 272 650 250 actions nouvelles souscrites en espèces par les actionnaires à titre irréductible et réductible, soit 272,65 millions d'euros
  - **125 834 531 actions nouvelles** souscrites par les créanciers, conformément à leur engagement de garantie, à hauteur de 125,83 millions d'euros (prime d'émission incluse), par compensation de créances
  - **80 542 087 actions nouvelles** souscrites par les créanciers, dans le cadre d'une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription au prix d'émission de 4,51 euros par action, réservée aux créanciers, d'un montant de 363,24 millions d'euros (prime d'émission incluse)
- Emission de **9 067 200 MCB** (Mandatory Convertible Bonds) au profit des créanciers pour un montant nominal unitaire de 2 euros soit un total 18,1 millions d'euros, donnant droit à l'attribution de 9 067 200 actions en cas de conversion de l'ensemble des MCB. Ces derniers ont été constatés en capitaux propres. A noter, 5 312 301 MCB ont été convertis au 30 juin 2017.
- Dette réinstallée d'un montant de 398 millions d'euros.

Les créanciers ont souscrit **215 443 818 actions et MCB** pour un montant total de 507 millions d'euros.

### Traitement comptable des augmentations de capital

- La dette d'origine ayant fait l'objet de la restructuration est décomptabilisée pour sa globalité (1158 millions d'euros).
- Les nouveaux instruments (dette et capitaux propres) doivent être comptabilisés pour leur Juste Valeur soit 607 millions d'euros (nouvelle dette 398 millions d'euros + instruments émis 209 millions d'euros)
- La différence entre la valeur comptable de la dette d'origine (1 158 millions d'euros) d'une part, et le cash remis aux porteurs (253 millions d'euros) et la juste valeur des nouveaux instruments (607 millions d'euros) d'autre part, est enregistrée par contrepartie du résultat conformément à IAS 39-41 et à IFRIC 19 pour un montant de 298 millions d'euros.

La dette est éteinte à la date de règlement-livraison des titres (i.e. le 13 mars 2017 à l'ouverture), la juste valeur de l'action correspond au cours d'ouverture soit 0,971 euro.

### Traitement comptable des frais

Dans le cadre de la restructuration financière, le Groupe a engagé environ 28 millions d'euros de frais. Bien que cette opération ait pour objectif le renforcement des fonds propres du Groupe, elle conduit à décomptabiliser l'ancienne dette pour sa totalité, tous les frais encourus à l'occasion de la restructuration sont enregistrés en résultat conformément à IAS 39-AG62 à l'exception des frais directement rattachables à l'émission des instruments de capitaux propres qui sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour 5 millions d'euros.

Les frais relatifs à l'ancienne dette et inscrits au bilan au 31/12/2016 pour 10,5 millions d'euros sont amortis de manière accélérée au compte de résultat 2017.

## 6.3 Trésorerie et équivalents de trésorerie

L'endettement financier net correspond au total de l'endettement financier brut, diminué ou augmenté des instruments dérivés actifs et passifs de couverture de flux de trésorerie, et diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Période close le 30 juin 2017</b>	<b>Période close le 31 décembre 2016</b>	<b>Période close le 30 juin 2016</b>
Intérêts courus non échus	10	27	3
Équivalents de trésorerie	10 049	10 172	33 654
Trésorerie	38 454	80 870	77 836
<b>Trésorerie brute</b>	<b>48 513</b>	<b>91 069</b>	<b>111 493</b>
Découverts bancaires	(72)	(56)	(3 829)
<b>Trésorerie nette</b>	<b>48 441</b>	<b>91 013</b>	<b>107 664</b>
Emprunt bancaire	-	783 638	783 638
Emprunt obligataire	397 835	337 846	337 846
Ligne de crédit revolving tirée	-	38 395	43 784
Frais d'émission d'emprunts	-	(10 545)	(14 544)
Dettes de crédit-bail	117	277	735
Compléments de prix sur acquisition de titres	1 388	1 988	1 939
Intérêts courus non échus	1 160	32 137	17 610
Autres dettes financières	5 294	4 045	5 016
<b>Endettement financier brut</b>	<b>405 794</b>	<b>1 187 781</b>	<b>1 176 024</b>
<i>dont courant</i>	<i>7 264</i>	<i>1 186 440</i>	<i>1 173 445</i>
<i>dont non courant</i>	<i>398 530</i>	<i>1 341</i>	<i>2 579</i>
<b>Endettement net</b>	<b>357 353</b>	<b>1 096 768</b>	<b>1 068 360</b>
<b>Endettement net du groupe consolidé hors frais d'émission d'emprunts</b>	<b>357 353</b>	<b>1 107 313</b>	<b>1 082 904</b>

### ➤ Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 30 juin 2017, les équivalents de trésorerie s'élevaient à 10,0 millions d'euros et sont principalement constitués d'OPCVM, de comptes à terme rémunérés non bloqués et d'obligations propres.

Ils sont évalués et gérés sur la base de leur juste valeur.

### ➤ Emission d'obligations

Suite à la réalisation de la restructuration financière, la dette brute résiduelle du Groupe a été réduite à 397,8 millions d'euros, réaménagée sous la forme d'une émission d'obligations d'un montant de 397 834 585 euros dont le règlement-livraison est intervenu le 14 mars 2017, réservée aux créanciers au titre du Contrat de Crédits, et dont les principales modalités sont les suivantes :

#### Intérêts :

- calcul des intérêts : marge plus taux EURIBOR (EURIBOR étant défini pour inclure un taux minimum de 1 %) 3 mois, payables trimestriellement à terme échu ;
- intérêt de retard : 1 % de majoration du taux d'intérêt applicable.

**Marge** : pourcentage par année en fonction du niveau du ratio de levier financier net consolidé (dette nette consolidée / EBITDA consolidé) (Consolidated Net Leverage Ratio) à la fin de la période de référence semestrielle (Accounting Period) la plus récente, tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous (étant précisé que la marge initiale sera calculée sur une base pro forma des opérations de restructuration) :

<b>Ratio de levier financier net consolidé</b>	<b>Marge</b>
Supérieur à 2,0 : 1	9,0%
Inférieur ou égal à 2,0 : 1 mais supérieur à 1,5 : 1	7,0%
Inférieur ou égal à 1,5 : 1 mais supérieur à 1,0 : 1	6,0%
Inférieur ou égal à 1,0 : 1 mais supérieur à 0,5 : 1	5,0%
Inférieur ou égal à 0,5 : 1	3,0%

**Date de maturité** : 15 mars 2022.

**Cotation** : cotation sur la cote officielle de la Bourse de Luxembourg et admission aux négociations sur le marché Euro MTF.

**Remboursement anticipé ou rachat :**

- SoLocal Group peut à tout moment et en plusieurs fois, rembourser tout ou partie des Obligations à un prix de remboursement égal à 100 % du montant principal majoré des intérêts courus et impayés ;
- par ailleurs, les Obligations devront faire l'objet d'un remboursement anticipé obligatoire (sous réserve de certaines exceptions) en tout ou partie, en cas de survenance de certains événements, tels qu'un changement de contrôle (Change of Control), une cession d'actifs (Assets Sale), ou la réception de produits nets de dette (Net Debt Proceeds) ou des produits nets de créances (Net Receivables Proceeds). Des remboursements anticipés obligatoires sont également prévus au moyen de fonds provenant d'un pourcentage des flux de trésorerie excédentaires, en fonction du niveau de ratio de levier financier net consolidé (Consolidated Net Leverage Ratio) de la Société.

**Engagements financiers :**

- le ratio de levier financier net consolidé (dette nette consolidée/EBITDA consolidé) (Consolidated Leverage / Consolidated EBITDA) devra être inférieur à 3,5:1 ;
- le ratio de couverture des intérêts (EBITDA consolidé/charge d'intérêts nette consolidée) (Consolidated EBITDA/ Consolidated Net Interest Expense), devra être supérieur à 3,0:1 ; et
- à compter de l'année 2017 et (ii) pour toute année suivante si le ratio de levier financier net consolidé (Consolidated Net Leverage Ratio) excède, au 31 décembre de l'année précédente, 1,5:1 , les dépenses d'investissement (hors opérations de croissance) (Capital Expenditure) concernant SoLocal Group et ses Filiales (Subsidiaries) sont limitées à 10 % du chiffre d'affaires consolidé de SoLocal Group et ses filiales (Subsidiaries).

Les modalités des Obligations contiennent par ailleurs certains engagements de ne pas faire, interdisant à SoLocal Group et ses Filiales (Subsidiaries), sous réserve de certaines exceptions, notamment de :

- supporter un endettement financier supplémentaire ;
- consentir des sûretés ;
- procéder au paiement de dividendes ou effectuer des distributions aux actionnaires ; par exception, le paiement de dividendes ou des distributions aux actionnaires sont permis si le ratio de levier financier net consolidé (Consolidated Net Leverage Ratio) n'excède pas 1,0 :1.

Les restrictions contenues dans les modalités des Obligations et décrites ci-dessus pourraient affecter la capacité du Groupe à exercer ses activités, et limiter sa capacité à réagir en fonction des conditions du marché ou encore à saisir des opportunités commerciales qui se présenteraient. À titre d'exemple, ces restrictions pourraient affecter la capacité du Groupe à financer les investissements de ses activités, restructurer son organisation ou financer ses besoins en capitaux. De plus, la capacité du Groupe à respecter ces clauses restrictives pourrait être affectée par des événements indépendants de sa volonté, tels que les conditions économiques, financières et industrielles. Un manquement de la part du Groupe à ses engagements ou ces restrictions, pourrait entraîner un défaut aux termes des conventions susvisées.

En cas de défaut auquel il ne serait pas remédié ou renoncé, les porteurs des Obligations pourraient exiger que tous les montants en cours deviennent immédiatement exigibles.

Cela pourrait activer les clauses de défaut croisé d'autres prêts du Groupe. Ce type d'événements pourrait avoir un effet significatif défavorable pour le Groupe, jusqu'à entraîner la faillite ou la liquidation du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe pourrait ne pas être en mesure de refinancer son endettement ou d'obtenir des financements complémentaires à des conditions satisfaisantes.

### ➤ Compléments de prix sur acquisition de titres

Dans le cadre des acquisitions réalisées en 2014 et 2015, des compléments de prix pourraient être versés en 2017 et 2018 si certaines conditions de performances opérationnelles venaient à être remplies. Au 30 juin 2017, ils ont été estimés à 1,4 millions d'euros.

### ➤ Autres dettes financières

Les autres dettes financières sont constituées principalement d'un compte courant débiteur avec PagesJaunes Outre-mer, filiale non consolidée détenue à 100% par SoLocal Group et du préfinancement du CICE.

### ➤ Instruments financiers inscrits au bilan

	Valeur au bilan	Ventilation par catégorie d'instruments au sens IAS 39					Ventilation par niveau au sens IFRS 13		
		Juste valeur par résultat	Dérivés de couverture (Juste valeur par capitaux propres)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances (coût amorti)	Passifs financiers (coût amorti)	Niveau 1 et trésorerie	Niveau 2	Niveau 3
(en milliers d'euros)									
Actifs disponibles à la vente	188	-	-	188	-	-	-	188	-
Autres actifs financiers non courants	6 447	-	-	-	6 447	-	-	6 447	-
Créances clients nettes	282 195	-	-	-	282 195	-	-	282 195	-
Autres actifs financiers courants	42	42	-	-	-	-	-	42	-
Equivalents de trésorerie	10 049	10 049	-	-	-	-	10 049	-	-
Trésorerie	38 464	38 464	-	-	-	-	38 464	-	-
<b>Actifs financiers</b>	<b>337 386</b>	<b>48 556</b>	-	<b>188</b>	<b>288 642</b>	-	<b>48 513</b>	<b>288 873</b>	-
Dettes financières et dérivés non courants	398 530	640	-	-	-	397 890	-	398 530	-
Découverts bancaires et autres emprunts courants	6 176	748	-	-	-	5 428	-	6 176	-
Intérêts courus non échus	1 160	-	-	-	-	1 160	-	1 160	-
Dettes fournisseurs	83 950	-	-	-	-	83 950	-	83 950	-
<b>Passifs financiers</b>	<b>489 816</b>	<b>1 388</b>	-	-	-	<b>488 428</b>	-	<b>489 816</b>	-

## Note 7 - Capitaux propres et résultat par action

### 7.1 Réduction de capital

Le capital social de Solocal Group était composé de 38 876 564 actions au 31 décembre 2016. Dans le cadre de la restructuration de sa dette, Solocal Group a procédé le 2 février 2017, à une réduction de capital, par voie de réduction de la valeur nominale de chaque action, passant ainsi de 6,00 euros à 0,10 euros de valeur nominale.

### 7.2 Augmentation de capital

**Le 10 mars 2017**, une première partie de l'augmentation de capital a été réalisée par incorporation de la prime d'émission (émission et attribution), à titre gratuit, de 58 314 846 actions à l'ensemble des actionnaires de la Société justifiant d'une inscription en compte de leurs actions à cette date, à raison de trois (3) actions pour deux (2) actions détenues ;

**Le 13 mars 2017**, une augmentation de capital a été réalisée selon les modalités suivantes :

- Avec maintien du droit préférentiel de souscription, pour un montant de 398 484 781 euros, par émission de 398 484 781 actions au prix unitaire d'un (1) euro (dont 272 650 250 actions nouvelles, soit 272 650 250 euros, souscrites en espèces par les actionnaires existants et 125 834 531 actions nouvelles, soit 125 834 531 euros, souscrites par les créanciers par compensation de créances, conformément à leur engagement de garantie) ;
- avec suppression du droit préférentiel de souscription au bénéfice des créanciers titulaires de créances sur la Société, par émission de 80 542 087 actions nouvelles, d'un montant de 363,24 millions d'euros (prime d'émission incluse), souscrite par compensation de créances.

L'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, a entraîné la création de 537 341 714 actions nouvelles et a porté le nombre d'actions de la Société à 576 218 278 d'une valeur nominale de 0,10 euros chacune, soit un montant total de 57 621 827,80 euros (actions auto détenues non déduites).

5 312 301 MCB ont été convertis au 30 juin 2017.

Au 30 juin 2017, SoLocal Group détenait, au travers de son contrat de liquidité, un total de 369 689 de ses propres actions comptabilisées en diminution des capitaux propres.

### 7.3 Résultat par action

Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation à la clôture de la période (options non encore exercées, actions gratuites, ...). Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat de base. Les actions d'auto-détention portées en diminution des capitaux propres consolidés ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action.

	Période close le 30 juin 2017	Période close le 30 juin 2016
Capital social (en moyenne pondérée sur le trimestre)	92 790 427	38 876 564
Action d'autocontrôle via contrat de liquidité (moyenne pondérée)	(91 858)	(87 903)
Nombre actions de base	92 698 569	38 788 661
<u>Informations complémentaires :</u>		
Nombre actions dilué	93 886 541	40 500 688
Nombre actions de base existantes au 30 juin	581 160 890	38 736 133
Nombre actions dilué existantes au 30 juin	582 753 652	40 448 159

## Note 8 - Information sur les parties liées

Il n'y a pas eu de nouvelles transactions ni d'évolution significatives sur les parties liées au cours du premier semestre 2017.

### 9.1 Litiges – évolutions significatives de la période

Dans le cours normal de leur activité, les entités du Groupe peuvent être impliquées dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives. Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du risque au cas par cas et dépend en majeure partie de facteurs autres que le stade d'avancement des procédures, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut toutefois entraîner une réappréciation de ce risque.

À l'exception des procédures décrites ci-après, les entités du Groupe ne sont parties à aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou arbitrale dont la Direction estime que le résultat pourrait raisonnablement avoir une incidence négative significative sur ses résultats, son activité ou sa situation financière consolidée.

Des recours en référé et au fond ont été intentés contre (i) le jugement du Tribunal de commerce de Nanterre ayant arrêté la modification du Plan de Sauvegarde Financière accélérée de la Société, ainsi que (ii) les décisions prises lors de l'assemblée générale de la Société qui s'est tenue le 15 décembre 2016.

Le jugement du Tribunal de commerce de Nanterre du 22 décembre 2016 ayant arrêté la modification du Plan de Sauvegarde Financière accélérée de la Société a fait l'objet d'une tierce-opposition par un actionnaire minoritaire, Monsieur Benjamin Jayet.

Dans le cadre de cette procédure, il était demandé au Tribunal de commerce de Nanterre de statuer sur la recevabilité de la tierce-opposition et de surseoir à statuer sur la rétractation du jugement du 22 décembre 2016, dans l'attente d'une décision au fond sur la validité des décisions prises lors de l'assemblée générale de la Société qui s'est tenue le 15 décembre 2016. Le Tribunal de commerce de Nanterre a jugé irrecevable la demande de tierce opposition par Monsieur Benjamin Jayet. Monsieur Benjamin Jayet ayant interjeté appel de la décision précitée, la Cour d'appel de Versailles a confirmé le 11 mai 2017 la décision du Tribunal de commerce de Nanterre.

Monsieur Benjamin Jayet a également assigné la Société devant le Tribunal de commerce de Nanterre aux fins d'obtenir une décision au fond d'annulation des décisions prises lors de l'assemblée générale de la Société qui s'est tenue le 15 décembre 2016. Le Tribunal de commerce de Nanterre a par jugement du 26 avril 2017 débouté ce dernier de ses demandes.

Il est rappelé qu'en référé, le Président du Tribunal de commerce de Nanterre a débouté Monsieur Benjamin Jayet de sa demande de suspendre la mise en œuvre des résolutions numéro 1 à 7 soumises au vote de l'assemblée générale de la Société du 15 décembre 2016 (relative à la restructuration financière). Par une décision du 9 mars 2017, la Cour d'appel de Versailles a confirmé l'ordonnance du Président du Tribunal de commerce de Nanterre du 13 janvier 2017.

Dans l'hypothèse où, après la réalisation des opérations de restructuration, une décision définitive prononcerait la nullité des décisions prises lors de l'assemblée générale du 15 décembre 2016, cette décision pourrait en théorie conduire à l'annulation des opérations de restructuration avec effet rétroactif. Toutefois, une telle annulation semble très difficile, voire impossible, à mettre en œuvre dans un contexte d'opération avec offre au public.

Durant l'année 2013, PagesJaunes a dû procéder à une réorganisation afin de garantir sa pérennité face à un environnement professionnel en permanente évolution et de fortes menaces concurrentielles. Un projet d'évolution du modèle et de l'organisation de PagesJaunes a été présenté aux Instances Représentatives du Personnel de l'entreprise à partir de septembre 2013. Parallèlement, la Direction a négocié avec les organisations syndicales représentatives, un accord majoritaire portant sur des mesures sociales d'accompagnement. Cet accord a été signé le 20

novembre 2013. Au terme de ces travaux avec les représentants du personnel, ce plan prévoyait une réorganisation assortie de modifications des contrats de travail de l'ensemble de la force de vente, un projet sans licenciements secs dont le solde net global est, en revanche, créateur de 48 emplois supplémentaires au sein de l'entreprise. Cet accord a fait l'objet d'une décision de validation par la DIRECCTE le 2 janvier 2014.

311 salariés ont refusé la modification de leur contrat de travail liée à la réorganisation mise en œuvre fin 2013, 280 d'entre eux ont été licenciés. Un salarié de l'entreprise a contesté la décision de validation de l'accord collectif comportant les mesures du plan de sauvegarde de l'emploi devant les juridictions administratives. La Cour Administrative d'Appel de Versailles a, dans un arrêt du 22 octobre 2014 notifié le 5 novembre suivant, annulé la décision de validation rendue par le DIRECCTE. Le 22 juillet 2015, le Conseil d'Etat a rejeté le recours de la société PagesJaunes et du Ministre du Travail, sur le même argument de pure forme.

En conséquence de multiples procédures ont été engagées tant devant les tribunaux administratifs que judiciaires.

4 procédures ont été introduites devant les juridictions administratives:

- 3 à l'initiative de salariés devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise en annulation des décisions d'autorisations de licenciement : le Tribunal a récemment rejeté leur recours, mais les salariés peuvent encore introduire un appel.
- un recours à l'initiative de PagesJaunes devant ce même tribunal contre une décision de refus d'autorisation sur recours hiérarchique, introduit par une autre salariée. La décision n'a pas encore été rendue.

S'agissant des procédures devant les juges judiciaires: plus de 200 procédures judiciaires ont été introduites devant les juridictions prud'homales par des salariés se prévalant des conséquences de l'annulation de la décision administrative de validation de l'accord collectif relatif au Plan de sauvegarde pour l'emploi par la Cour d'Appel de Versailles qui leur permet de revendiquer des demandes indemnitaires.

À la date du présent document, 162 décisions ont été rendues au fond.

Dans leur grande majorité, ces décisions rejettent les demandes tendant à la nullité du licenciement et aux conséquences indemnitaires qui en découlent, constatent que le licenciement repose sur une cause réelle et sérieuse et rejettent les demandes tendant à la remise en cause du motif économique (en effet aucun Conseil de Prud'hommes n'a à ce jour invalidé le motif de licenciement des salariés) mais prononcent des condamnations de paiement sur le fondement de l'article L1235-16 du code du travail à un niveau proche du plancher indemnitaire prévu par ce texte, soit entre six et sept mois de salaire.

En outre, certaines décisions font droit à des demandes annexes : certaines relatives à des situations particulières (contestation de la durée ou des conditions d'exécution de leur congé de reclassement, demandes de rappels de commissions sur des périodes antérieures au plan), d'autres portent sur le versement d'un complément au montant de l'indemnité conventionnelle de licenciement versée lors du solde de tout compte et quelques positions différentes.

Les autres contentieux seront plaidés durant la fin de l'année 2017 ou début 2018.

Enfin, un certain nombre de dossiers sont également en appel soit à l'initiative de PagesJaunes soit à l'initiative des salariés.

La Société a reconnu dans les comptes consolidés de l'exercice 2015 l'impact exceptionnel lié aux décisions de justice qui ont annulé la validation par la DIRECCTE du Plan de Sauvegarde de l'Emploi. Cette provision complémentaire était de 35 millions d'euros et comptabilisée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2015. Elle correspondait à une hypothèse prudente dans un contexte d'incertitude juridique élevée, renforcé par des décisions de conseils de prudhommes

contradictoires. De nombreux recours ont été engagés par SoLocal Group pour contester ces décisions. Au 30 juin 2017, la provision restant dans les comptes est de 24,8 millions d'euros.

La Société a poursuivi le déploiement de sa réorganisation et a donc lancé en 2016 une nouvelle procédure de PSE pour les salariés qui n'avaient pas pu être licenciés lors de la précédente procédure du fait de son invalidation.

Une demande d'indemnisation du préjudice causé par l'État à PagesJaunes du fait de la validation fautive de son PSE est en cours.

PagesJaunes a fait l'objet au cours de l'année 2010 d'un contrôle Urssaf portant sur les exercices 2007, 2008 et 2009. La société a été notifiée d'un redressement d'un montant de 2,2 millions d'euros. Ce risque a été provisionné en totalité au 31 décembre 2010. Le redressement de PagesJaunes a été confirmé par la commission de recours amiable de l'Urssaf, puis par le tribunal des affaires sociales de Bobigny par décision du 6 mars 2014 et par la Cour d'Appel de Paris par décision du 4 mai 2017 pour un solde de 1,4 million d'euros. Suite au rejet de la Cour d'Appel, PagesJaunes a décidé de former un pouvoir en cassation.

Les sommes réclamées par l'Urssaf, ayant été réglées, la provision a été reprise dans les comptes au 30 juin 2017. Un produit sera constaté en cas de remboursement.

PagesJaunes a fait l'objet au cours de l'année 2016 d'un contrôle Urssaf portant sur les exercices 2013, 2014 et 2015. La société a été notamment notifiée d'un redressement d'un montant de 2,2 M€ portant sur le montant des contributions patronales sur les AGA. Contestant ce redressement, le risque a été provisionné au 31 décembre 2016. Les entités concernées du groupe ont saisi la Commission de Recours Amiable Urssaf le 28 mars 2017, à titre conservatoire, dans l'hypothèse où les questions prioritaires de constitutionnalité, n°2017-627 QPC et 2017-628 QPC visant la contribution patronale versée au titres d'AGA non acquises, donneraient lieu à une décision d'inconstitutionnalité, afin d'obtenir le remboursement des contributions patronales prévues par l'article L.137-13 du CSS qui ont été versées au titre des actions gratuites attribuées en 2014 et 2015.

Le 28 avril 2017, le Conseil a validé la constitutionnalité du texte mais a apporté une réserve d'interprétation en indiquant que « les dispositions contestées ne sauraient faire obstacle à la restitution de cette contribution lorsque les conditions auxquelles l'attribution des actions gratuites était subordonnée ne sont pas satisfaites ».

Le fait d'avoir des procédures en cours devrait permettre aux sociétés du groupe d'être remboursées des montants 2014 et 2015 (en ce compris les montants redressés).

Les délais d'acquisitions prévus par les plans 2014 et 2015 n'étant pas encore échus (19 juin 2018 et 9 février 2019), seuls peuvent être à ce jour remboursés les montants afférents aux salariés ayant quitté le groupe (2M€).

La contribution patronale, réclamée par l'Urssaf, ayant été réglée le 12 janvier 2017, la provision a été reprise dans les comptes au 30 juin 2017. Un produit sera constaté en cas de remboursement.

PagesJaunes fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2010 à 2013 et a reçu des propositions de redressement portant sur le crédit impôt recherche. La société a considéré les chefs de redressement comme infondés et les a contesté auprès de l'administration fiscale. Un recours hiérarchique a eu lieu le 19 juillet 2016 et une interlocution départementale le 28 novembre 2016. L'interlocuteur départemental a abandonné une partie des redressements. La société va engager un contentieux pour contester le redressement restant. Elle a constitué une provision pour couvrir les risques. Les sommes non éligibles au Crédit impôt recherche, ayant été réglées le 18 avril 2017, la provision a été reprise dans les comptes au 30 juin 2017. Un produit sera constaté en cas d'issue favorable de ce recours.

## **9.2 Engagements contractuels non comptabilisés**

Il n'y a pas eu de nouveaux engagements significatifs au cours du premier semestre 2017.

### **Note 10 - Evénements postérieurs à l'arrêté du 30 juin 2017**

---

Le Groupe SoLocal, est entré en négociations exclusives pour la cession de son activité de diffusion de petites annonces immobilières sur internet AVendreALouer. Le projet de transaction sera présenté aux instances représentatives du personnel de l'entreprise dans le cadre d'un processus d'information et de consultation. Le site AVendreALouer a totalisé 1,6 Million de visiteurs uniques en mai 2017, en croissance de 23% versus mai 2016.

### **3. Déclaration de la personne responsable**

---

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés condensés du premier semestre de l'exercice 2017 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six derniers mois de l'exercice.

Boulogne-Billancourt, le 26 juillet 2017  
Directeur Général Délégué  
Christophe Pingard

## **4. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2017**

---

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Solocal Group, relatif à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Les comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **I- Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

### **II- Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 26 juillet 2017  
Les Commissaires aux Comptes,

Auditex  
Vincent de la Bachelerie

BEAS  
Joël Assayah